



Cose
folio
FRL
27522

A R R E S T
D E L A C O U R
D E P A R L E M E N T,

QUI confirme une Ordonnance du Bureau des Finances de Paris, qui a condamné le Propriétaire d'une maison, à réduire le bâtiment de sa maison, élevée en pan de bois, à la hauteur de quarante-huit pieds du rez-de-chaussée.

EXTRAIT DES REGISTRES DU PARLEMENT.

Du six Juillet mil sept cent quatre-vingt-deux.

ENTRE Henry, Marchand Bonnetier à Paris,
Propriétaire d'une maison sise en cette Ville,
& faisant l'encoignure des rues Saint-Honoré &
Saint-Nicaise, appellant, suivant les Arrêts & Ex-
ploir du même jour 5 Mai 1781, d'une Ordon-

2

nance du Bureau des Finances de Paris , du 27 Avril de la même année , par laquelle , après que ledit Henry a été entendu en ses défenses , il a été condamné à réduire le bâtiment de sadite maison , élevée en pan de bois , à la hauteur de quarante-huit pieds du rez-de-chaussée , conformément à une Ordonnance du 18 Août 1667 & un Arrêt de la Cour du 6 Juin 1681 , & , pour la contravention , il a été condamné en outre en cent cinquante livres d'amende , & demandeur en Requête du 26 Janvier 1782 , à fin d'opposition à un Arrêt de de la Cour obtenu par défaut contre lui le 29 Décembre précédent , signifié le 18 dudit mois de Janvier , & le Procureur Général du Roi , intimé , défendeur , d'autre part ; sans que les qualités , &c. Après que Gaultier , Avocat de Henry , & Joly de Fleury pour le Procureur Général du Roi , ont été ouïs.

LA COUR reçoit la Partie de Gaultier opposante à l'exécution de l'Arrêt par défaut ; au principal , faisant droit sur l'appel , a mis & met l'appellation au néant ; ordonne que ce dont est appel sortira son plein & entier effet ; condamne l'Appellant en l'amende de douze livres. Ordonne

que le présent Arrêt sera imprimé & affiché à la
requête & diligence du Procureur Général du Roi.
FAIT en Parlement le six Juillet mil sept cent
quatre-vingt-deux. Collationné DURAND.

Signé DUFRANC.

A PARIS, chez P. G. SIMON, Imprimeur du Parlement, rue
Mignon Saint-André-des-Arcs, 1782.

Siège P. U. L. V. I. C.
C'est le vingt-deux. Collationné DURAND.
Le 15 Mars 1793.

15 Mars 1793

Articles additionnels relatifs aux Certificats
de résidence :

Décret

Imprimés

589